*Prolétaires de tous les pays, unissons-nous*




Union communiste internationaliste (trotskyste)

# Une société irrespirable !

Les partis politiques et les médias se sont emparés des incidents du week-end du 8 août entre la police et quelques dizaines de jeunes à Blankenberge pour en faire un problème de « jeunes délinquants bruxellois ». Les syndicats policiers et des députés de la N-VA ont qualifié ces jeunes de « racaille bruxelloise ».

Le ministre de l'intérieur, Pieter De Crem (CD&V), dans le plus pur style du Vlaams Belang, n'a pas hésité à leur emboîter le pas. Il a dénoncé « *les groupes d'allochtones venus de Bruxelles, Charleroi, La Louvière* » et proposé d'élargir les dispositions légales qui permettent aux bourgmestres d'interdire préventivement le territoire de leur commune à certains individus « *en cas de crainte pour l'ordre public* ».

Le weekend du 15 août, les bourgmestres de la côte ont obtenu que la SNCB limite l'offre de trains à « *ceux qui habitent ou travaillent à la côte* » pour écarter ceux que les bourgmestres appellent avec mépris « *les touristes d'un jour* ».

Face aux conséquences cumulées du rebond du virus et de la canicule, les bourgmestres des communes riches et les ministres imposent de fait aux familles les plus modestes de se re-confiner dans leurs quartiers, dans des appartements souvent petits et sans confort. Le comportement de la police, habituée à s'en prendre aux pauvres et pas aux riches, ne fait qu'appliquer ce choix politique.

Le 8 août à Blankenberge, la police est intervenue pour chasser les jeunes de la partie de la plage privatisée qu'ils avaient atteints en remontant avec la marée. Il n'y a pas beaucoup de plages en Belgique, mais en plus une partie de plus en plus grande est privatisée par des cafés et des restaurants ! Et la police est là pour faire respecter la propriété privée de ceux qui font des affaires et s'enrichissent.

Sur les plages, dans les parcs, les plaines de jeux, partout où les familles populaires viennent chercher de la fraîcheur et de l'espace, les incidents se multiplient, et elles se font chasser par la police. Une habitante de Gand a été si choquée par les méthodes brutales utilisées par la police pour expulser des jeunes d'une plaine de jeux qu'elle a déposé plainte « pour nettoyage ethnique ».

Des responsables de la police, comme à Blankenberge, reconnaissent eux-mêmes se baser sur la couleur de la peau pour faire du « profilage ». Mais en réalité, ce sont toutes les catégories populaires qui subissent les décisions hypocrites et méprisantes des autorités, confrontées à la persistance de la pandémie. Début août, près de 100 000 PV pour non-respect des mesures Covid avaient déjà été dressés par la police, et cela continue ! Mais les patrons ne sont pas sanctionnés pour faire travailler des salariés dans des conditions qui ne respectent ni la distanciation, ni les mesures de précaution, ni les conditions de travail correctes.

Le contrôle du port du masque dans la Région de Bruxelles-Capitale, est poussé parfois jusqu'à l'absurde ! Mais ce contrôle zélé ne va pas jusqu'à passer la porte des entreprises où les patrons continuent de donner priorité à la production et au profit, au mépris de la sécurité des travailleurs.

Les quartiers populaires de Bruxelles, comme ceux d'Anvers ou Charleroi et de toutes les villes, sont transformés par la vague de chaleur en fours irrespirables. Où les jeunes, où les familles modestes sont-elles censées aller chercher de la fraîcheur ? Qui, parmi les politiciens, s'en soucie ? Qui a voté les plans d'austérité qui ont fermé les parcs, les centres de délassement, les piscines communales ?

Les riches, bien sûr, ne posent pas de problème d'ordre public. Que ce soit par rapport au virus ou à la chaleur, tout fonctionne pour satisfaire leur confort. C'est que, derrière les produits frais livrés à domicile, la berline confortable pour se rendre au bureau climatisé, la villa avec sa piscine, derrière les services de soins performants, il y a toujours les mains d'ouvriers, de maçons, de livreurs, nettoyeuses, infirmières…

Ce sont eux, et leurs enfants, qui sont ces « touristes d'un jour ». La société capitaliste, qui s'enfonce

dans des crises économiques, sanitaire, climatique, leur conteste pourtant jusqu'au droit de respirer.

Alors il ne faudra pas s'étonner quand ces jeunes que la société contraint souvent au chômage ou aux petits boulots précaires et mal payés et à qui les nantis refusent même la possibilité de prendre l'air frais, se révolteront. Et ils auront bien raison !

## Masques : obligatoires... alors gratuits !

Depuis le 12 août, le port du masque est devenu obligatoire à Bruxelles et dans de nombreuses zones urbaines. Mais l'achat de masques représente un coût non négligeable pour les familles populaires. Ainsi, une famille de quatre personnes devra débourser en moyenne 228 euros par mois, en comptant deux masques à usage unique par jour pour chacun.

Les prix du masque n'échappent pas à l'absurdité des lois du marché capitaliste. Avant la crise sanitaire, un masque jetable valait aux alentours de 5 centimes d'euros. Il vaut aujourd'hui au minimum dix fois plus. Un trader spécialiste des achats à l'Asie expliquait à la presse qu'au plus fort de l'épidémie le marché du masque était un véritable far-west où chaque jour surgissaient de nouveaux intermédiaires et autres fonds spéculatifs, précisant : « *Plus de huit intermédiaires prélevaient leur marge au passage, 80 % du prix du masque servant à rémunérer grossistes et importateurs.* »

Les péripéties du gouvernement pour se fournir en masques ont montré la faillite de ce système capitaliste incapable de produire des masques en suffisance, de qualité suffisante et à un prix abordable. Ainsi, pour pallier le manque de stock et la qualité des masques, le gouvernement a recommandé les masques lavables.

Plutôt que de subventionner ainsi le patronat, l'État devrait se charger de la production massive de masques de qualité, et en organiser la distribution gratuite. Mais, pour que l'État soit mis au service des intérêts de la population, il faudra que les travailleurs le prennent en main.

## Covid : la Mercedes n'est pas obligatoire mais conseillée...

Des enquêtes menées par des journalistes et des virologues flamands montrent que les habitants des communes pauvres d'Anvers, où le revenu moyen par habitant varie de 7 600 à 14 000 euros, ont deux fois plus de risque d'être contaminés au Covid-19 que ceux des quartiers riches.

Les gestes barrières sont clairement plus efficaces pour les avocats, les cadres ou les patrons qui habitent une grande villa, vont au travail en voiture retrouver des bureaux spacieux.



## « Héros » : n. Masc. métier mal payé où l'on risque gros

Le bureau britannique des statistiques confirme ce que tout le monde sait déjà : les métiers les plus touchés par le Covid sont ceux où les distances sont difficiles à tenir, tels qu'agents de sécurité, chauffeurs, cuisiniers, vendeurs, travailleurs en maison de retraite…

Des métiers précaires et mal payés où travaillent en majorité des salariés d'origine étrangère. Ce qui explique par exemple qu'en Grande-Bretagne, 63% des travailleurs de la santé morts du virus sont d'origine africaine ou d'autres communautés immigrées.

## L'impossibilité scolaire des gestes barrières

La manière dont se déroulera la rentrée scolaire n'est pas encore tout à fait définie mais quel que soit le protocole choisi, les gestes barrières devront être en vigueur.

C'est-à-dire qu'il faudra pouvoir se laver les mains à l'école ! Mais pour cela, il faudrait des éviers en suffisance et du savon. Ce qui n'est pas le cas dans la majorité des écoles de la Communauté française ! Et les 10 millions d'euros prévu par la Communauté à cet effet ne suffiront pas à régler le problème tant les dizaines d'années d'économies imposées à l'enseignement ont rendu la situation catastrophique.

Quant à garder une distance raisonnable entre les jeunes et entre les membres du personnel, c'est également impossible dans la majorité des établissements car les locaux sont trop petits et en nombre insuffisant, sans compter nombre d'écoles qui n'ont quasiment plus de cour de récréation.

La pandémie de covid vient révéler et aggraver, à l'école comme ailleurs, les problèmes causés par des années d'économies au profit des capitalistes. Une société à renverser !


***Lutte Ouvrière* prend le relais de *La Voix des Travailleurs* parue jusqu'au n° 99 et des lettres *Lutte Ouvrière* parues pendant le confinement.**

Abonnement : 13 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse



## Clarebout Potatoes : comment l'argent public arrose les entreprises

Sur son site internet, Clarebout Potatoes se vante « de procurer un lieu de travail sûr et de qualité pour ses collaborateurs » et « de bâtir des relations durables avec les riverains et les communautés locales ». La réalité est bien différente.

En 2016 et 2017, les accidents du travail ont causé la mort d'une jeune ouvrière de 29 ans et d'un ouvrier de 42 ans. Des salariés ont alors dénoncé l'état de saleté et les sols glissants. Les photos montrant cette réalité sordide ont été publiées dans la presse. Suite à cela, l'entreprise assure avoir pris des mesures. Mais en 2019 et 2020, de nouveaux accidents se sont produits dont certains graves.

Pour ce qui est de l'environnement et des nuisances, partout où Clarebout installe des usines et des centres logistiques, des comités de riverains s'organisent pour protester contre le bruit, les odeurs pestilentielles, les pluies de graisses et les rejets d'eaux polluées.

Face à cela l'entreprise n'hésite pas à passer en force ou à multiplier les recours quand les décisions ne lui sont pas favorables. En 2019 à Frameries, par exemple, Clarebout a mis en service des réfrigérateurs géants, de la taille d'un terrain de football, sans avoir introduit un permis d'exploitation. Mais, le conseil communal, l'administration wallonne et la ministre de l'environnement ont tous fini par céder devant l'entreprise et régulariser ses projets, malgré l'opposition des riverains.

La devise des autorités semble être d'inciter cette entreprise à respecter les normes environnementales à coups… d'argent public. En 2014, elle a reçu une « prime écologique » de 970 000 euros du gouvernement flamand pour son usine de Nieuwkerke. En 2016 et 2017, le gouvernement wallon, encore plus généreux, lui a accordé un subside de 1 119 866 euros pour l'aider à économiser l'énergie dans son processus de production, de 843 887 euros pour l'épuration des eaux et la lutte contre le bruit et les odeurs et de 975 000 euros pour la diversification de son activité rien que pour l'usine de Warneton. En 2018 et 2019, deux nouvelles primes de 820 208 euros et de 502 725 euros, l'une pour l'utilisation durable de l'énergie et la seconde pour la protection de l'environnement ont été accordées pour l'usine de Warneton. En 2017, elle a reçu 600 000 euros pour l'extension de son unité de stockage de Frameries. Mais cela ne s'arrête pas là. Une nouvelle demande d'aide vient d'être introduite pour une future usine sur le même site.

Une pluie de subsides qui ne semble pas devoir s'arrêter, et qui vient grossir la fortune que la famille Clarebout accumule sur l'exploitation de ses travailleurs. En effet, les Clarebout, 39e fortune de Belgique avec 666 millions, ont vu leur chiffre d'affaire bondir de 400 à 600 millions entre 2014 et 2018. Ces patrons ont donc largement de quoi garantir à leurs salariés des conditions de travail décentes et de respecter les règles environnementales.

## Un système économique en faillite

Des journaux patronaux, comme l'Echo, prévoient une très forte augmentation des faillites en 2021 par rapport à 2019 et même 2020. Derrière les faillites, il y aura bien sûr une forte augmentation des licenciements et du chômage.

Mais si la plupart des actionnaires et des patrons s'en tirent car ils ont pu mettre des fortunes de côté… pas les travailleurs qui n'ont que leur salaire pour vivre et souvent faire vivre leur famille.

Tous le savent, même si tous ne le disent pas, ce sont les travailleurs à qui les actionnaires et les patrons veulent faire payer la crise de leur système économique.

Pourquoi ne prendrait-on pas sur la fortune des plus riches, des actionnaires des banques et des grandes entreprises et des millionnaires qui ont mis de l'argent de côté, pour payer les salaires de tous les travailleurs en partageant le travail pour qu'il n'y ait pas de chômage ? Pourquoi ce devrait être les travailleurs et leur famille qui s'appauvrissent encore un peu plus ?

Pour inverser les prévisions, pour éviter la catastrophe d'une forte augmentation du chômage, il faut que les travailleurs s'organisent et prennent l'argent là où il est ! Et ce ne serait pas du vol, car cette richesse ce sont les travailleurs qui l'ont créée par leur travail.




## Le profit ou la vie ?

165 projets de vaccin contre le Covid-19 sont en cours à travers le monde dont 26 déjà en test sur l'être humain. L'ambition est de faire en quelques mois, ce qui demanderait des années de développement. On devrait se réjouir de cette mobilisation de moyens et de savoir-faire pour venir à bout de la pandémie. Mais en réalité c'est surtout la course au profit qui est ouverte. Le premier qui arrivera à produire un vaccin en grande quantité empochera le gros lot.

La concurrence est telle que certains laboratoires ont commencé à produire industriellement des vaccins dont on ne connaît pas encore ni l'efficacité, ni les effets secondaires, pour être prêt à les écouler sur le marché dès qu'ils auront obtenu les autorisations nécessaires.

Comme pour les masques, la situation de pénurie, permet de faire jouer la concurrence entre les Etats : celui qui met le plus d'argent sur la table sera le premier servi.

Les Etats-Unis, par exemple, ont déboursé 9,3 milliards de dollars dans cette course, ce qui fait que certaines entreprises pharmaceutiques ont vu leur valeur boursière décupler en quelques mois.

Ce n'est donc pas le meilleur vaccin qui sera commercialisé mais celui qui aura le plus d'accords de prévente. Et ce n'est pas la région du monde qui en a le plus besoin qui le recevra mais le pays qui a payé le plus de subventions. Telle est la loi du profit.

Libérer la société de ce carcan capitaliste pour pouvoir affronter les problèmes collectivement devient aussi vital que le vaccin.

## Spéculation immobilière en temps de crise

Après que des millions de travailleurs aux USA aient perdu leur emploi lors de la crise du Covid, 27% des Américains n'ont pas pu payer leur loyer ou leur crédit hypothécaire en juillet et en août. Cela entraînera-t-il à nouveau l'éclatement d'une bulle immobilière aux Etats-Unis, comme en 2008 ? C'est un risque.

Pendant ce temps, en Europe, des spéculateurs parient sur la hausse de l'immobilier. En effet, les banques, les compagnies d'assurances, les fonds financiers ont pu se débarrasser de leurs obligations douteuses auprès de la Banque Centrale Européenne et obtenir du cash en échange. Et avec cet argent, ils achètent maisons et appartements comme placements, ce qui fait augmenter le prix de la brique.

Tiendra, tiendra pas ? Lors de krach, des millions de personnes perdent leur maison. Et entre les krachs, les maisons sont si chères que des millions de personnes vivent dans des logements insalubres.

En expropriant les spéculateurs, on pourrait loger tout le monde pour un coût bien inférieur !

## Biélorussie : dictature en difficulté

Loukachenko, le dictateur biélorusse en place depuis plus de 25 ans, avait cru qu'écarter ses rivaux électoraux et truquer les élections serait suffisant pour se maintenir au pouvoir.

Mais il s'est retrouvé face à un adversaire bien plus puissant : la mobilisation d'une partie croissante de la population malgré les milliers d'arrestations et les brutalités policières qui ont fait au moins deux morts jusqu'à présent. Les manifestations n'ont pas cessé depuis plusieurs jours, des grèves ont lieu.

C'est cette force de la « rue » qui commence, peut-être, à fissurer le régime de Loukachenko comme le laissent penser les excuses publiques qu'a dû faire le ministre de l'Intérieur aux manifestants blessés par la police. Il a dû aussi faire libérer un millier de personnes.

Les déclarations de Loukachenko sur un éventuel référendum pour préparer d'éventuelles élections ne sont qu'une tentative de plus de tromper la population, et indiquent sans doute que le dictateur n'est plus aveuglément obéi par les forces de répression.

Il est à espérer que les premières grèves ouvrières annoncent un début d'organisation des travailleurs, pour maintenir la pression contre la dictature et aussi faire face à tous les faux amis des travailleurs qui seraient prêts à prendre la place de Loukachenko.

## Liban : la démission du gouvernement ne calmera pas la colère

Le Premier ministre libanais, Hassane Diab, a dû annoncer le 10 août la démission de son gouvernement face à la colère populaire et les manifestations incessantes contre les dirigeants politiques, tenus pour responsables de l'explosion meurtrière qui a dévasté Beyrouth le 4 août.

La démission du gouvernement est loin de mettre fin à une contestation qui dure en fait depuis octobre 2019. Avec le slogan *« Pendez les tous ! »*, elle a repris de la vigueur suite à cette catastrophe.

Ce n'est certes pas l'aide des puissances impérialistes qui aidera les couches populaires libanaises à sortir de cette situation.

C'est encore moins un quelconque gouvernement de technocrates, comme certains courants le réclament, qui pourra garantir les intérêts des travailleurs. Un tel gouvernement sera bien plus attentif aux intérêts des puissances impérialistes et de leurs banques, qui exigeront que la dette du pays soit payée, même si cela plonge la population dans la misère.

La population pauvre et les travailleurs du Liban ne pourront compter que sur leurs propres forces et sur la solidarité des travailleurs des pays de la région et du monde, pour reprendre l'argent qui leur a été volé, imposer leur contrôle sur l'économie et la mettre vraiment à leur service.

**Suivez-nous sur Facebook: Lutte Ouvrière Belgique**

**E-Mail:** contact@lutte-ouvriere.be
**Tel:** 0479-44.81.52
**Internet:** www.lutte-ouvriere.be

**Partagez nos publications !**